Fondé par Simone de Beauvoir & Gisèle Halimi

Choisir la cause des femmes

ENTRETIEN : Marie-George Buffet, Secrétaire nationale du Parti Communiste français, ancienne Ministre des sports

CHOISIR : Alors Artémis, ce bordel géant pour la Coupe du monde, quid ?
Marie-George Buffet : Je suis signataire de tous les appels contre l'ouverture de ces établissements. Je suis contre la légalisation, la réglementation de la prostitution. Je me prononce pour l'abolition de toute marchandisation du corps et la prostitution est une marchandisation du corps. Il faut mener ce combat, il est difficile, il est peu relayé par les médias mais il est indispensable.

CH : Où on entend dire que les femmes ont choisi ce bordel…
M-G B. : Qu'elles ont choisi et qu'à la limite ici elles seraient mieux qu'ailleurs, une sorte de prostitution de luxe, protégée, etc. Quand on décrit ces établissements, on souligne bien sûr qu'il y a des saunas, des piscines, des bars luxueux, mais on apprend aussi que ces femmes circulent dans ces établissements en sous-vêtements et talons hauts et qu'elles peuvent être assaillies partout à l'intérieur de ces établissements, partout sauf dans le bar… puisqu'elles sont payées pour ça. Je crois vraiment qu'il va falloir hausser le ton. Il ne suffit pas de dire : « C'est pas bien », il faut agir.

CH : Mais justement, comment on mène la bagarre ?
M-G B. : Il faut qu'on précise de façon beaucoup plus forte notre revendication : nous demandons la fermeture de ces établissements. Donc, première chose, se faire entendre. Deuxièmement, est-ce qu'il ne faudrait pas former une délégation massive pour montrer qu'on a le courage de s'opposer concrètement. On irait le plus nombreux possible. J'irais aussi en tant qu'ancienne Ministre des sports. Il faut dire qu'on veut un mondial sans prostitution.

CH : Si l'on fait une délégation, à qui on s'adresse ? On demande à voir qui ? Auprès de qui ?
M-G B. : Je crois qu'il faut interpeller la FIFA (*Fédération Internationale des Associations de Football*). Ensuite, il faut interpeller le Comité d'organisation de la Coupe du monde. Est-ce qu'il ne faudrait pas aussi saisir les clubs de supporters ? Pas tous, bien sûr, certains sont tellement beaufs que ça n'en vaut pas la peine. Mais il y a par exemple les supporters de l'équipe de France.

CH : Pourquoi pas les joueurs de renommée, comme Zidane et compagnie ?
M-G B. : Bien sûr, on peut tous les interpeller. Certains d'entre eux ont donné des interviews courageuses concernant les discriminations, l'esclavagisme. Il y a les joueurs de foot ; il y a aussi l'équipe de France féminine de foot. On pourrait peut-être la saisir. Je pense également à ceux et celles qui se sont engagés dans mon association pour la mixité obligatoire dans chaque délégation olympique.

CH : Est-ce que tu prévois une manifestation sur place ?
M-G B. : Oui, il faudrait contacter les féministes allemandes et toutes les progressistes allemandes.

CH : Est-ce qu'on a réussi à identifier les responsables et les organisateurs de ce bordel ? Ce n'est quand même pas la FIFA ?
M-G B. : Non, c'est une compagnie privée, une société anonyme. Elle existait déjà mais elle ne tenait pas de tels établissements. Ils ont agrandi leur capital si l'on peut dire. Ils ont investi. Le responsable a parlé tranquillement l'autre jour dans une émission. Il expliquait qu'ils avaient modernisé les chambres, les saunas. Un monsieur très respectable en somme… « Un patron ». A partir du moment où c'est réglementé, on est dans le monde des affaires.

CH : Alors, la question, c'est est-ce que le monde des affaires peut être détaché de toute valeur humaine ? Parce qu'alors, dans ce cas, pourquoi ne pas rétablir l'esclavage ?
M-G B. : Oui, il n'y a plus de limite à l'argent-roi.

CH : On est dans une légalité totale.
M-G B. : C'est le fin du fin de la loi de l'argent. On fait de l'argent sur la marchandisation du corps des femmes.

CH : Bon, passons à 2007. Je ne sais pas si tu te souviens mais CHOISIR avait organisé un débat entre les deux finalistes en 81 - Giscard et Mitterrand - sur le thème « quel Président pour les femmes ? ». A la dernière minute, Giscard n'est pas venu, on avait dû lui dire qu'il n'avait rien à gagner du côté de l'avortement alors Mitterrand a trôné tout seul pendant 3 heures. Ça avait été un succès monstre, plus de 6 000 personnes. Alors quel Président ou quelle Présidente pour les femmes ? Par exemple, prenons l'IVG. C'est soi-disant réglé. Mais ça n'est pas réglé. Une liberté sans les moyens de la liberté, c'est un leurre.

M-G B. : Je vais répondre de façon très précise. En effet, l'IVG, pour l'instant n'est pas un droit puisque l'accès à l'IVG est un parcours de combattante, un parcours discriminatoire. Il n'y a pas de vraie liberté d'accès à l'IVG. Mais c'est vrai aussi pour la contraception. On ne peut pas dire aujourd'hui que la contraception soit pleinement accessible à l'ensemble des filles et des femmes concernées. Il y a une discrimination sociale et territoriale.
Il y a aussi tout ce qui concerne la marchandisation du corps, la prostitution, on vient d'en parler. Il faut maintenir l'abolition, c'est très important. Mais ça veut dire aussi lutter contre la situation faite aux prostituées, contre la loi Sarkozy, qui les a mises sur les nationales à la sortie des villes. La marchandisation du corps c'est aussi la marchandisation à travers le système publicitaire : le corps pour la vente, le corps pour le bénéfice, la pornographie etc. Les droits des femmes en matière de choix sexuels. Les femmes disparaissent trop sur ces questions. On parle d'homophobie, on parle des droits des homosexuels. J'ai déposé un projet de loi contre toutes les formes de discriminations – l'homophobie mais aussi tout ce qui porte atteinte aux droit des lesbiennes et transsexuelles -, cela me semble important.
Et puis bien sûr le droit des femmes à l'égalité professionnelle, au choix des filières, au choix des métiers, à l'égalité des salaires… La question du travail domestique et des crèches, de l'école… Et de la parité en politique. Cette question est loin d'être réglée et appelle l'instauration de la proportionnelle.

CH : Oui, mais quel Président ou quelle Présidente va faire tout ça ?
M-G B. : Justement, beaucoup de candidats ou candidates vont approuver tout cela. Mais après ? Moi je demande qu'on mette en face les moyens pour réaliser ces promesses. Parce que je ne veux pas que 6 mois après les élections on nous dise que ça n'est pas possible parce qu'il y a le déficit public, parce qu'il y a l'Europe ! Donc un Président ou une Présidente pour les femmes devra aussi avoir le courage de réformer la fiscalité. Il devra mettre un terme au politiquement correct qui fait qu'aujourd'hui l'impôt sur le revenu représente 17 % des recettes de l'Etat et l'impôt sur les

sociétés 15 %. Ce sont les Françaises et les Français y compris les plus modestes, les smicards, les chômeurs qui font rentrer 49,89 % des recettes de l'Etat au travers de la TVA. Je suis donc pour rétablir un impôt sur le revenu qui voit augmenter ses tranches et qui, comme je le dis souvent, va chercher l'argent inutile pour le rendre utile. Utile humainement, socialement, démocratiquement. Je pense qu'il faut, en liaison avec tout ce qui concerne l'hôpital, l'IVG, la contraception, un nouveau financement de la protection sociale. Aujourd'hui, le discours est toujours le même : baisse des dépenses, avec pour résultat, la société à plusieurs vitesses, la santé à plusieurs vitesses. Il faut faire cotiser les revenus financiers comme les salariés.

[…]

CH : Alors ton projet, c'est une candidature de rassemblement ou bien ?
M-G B. : Ou bien, on en discutera au mois d'octobre. Est-ce qu'il faudra y aller seuls ? Si c'est le seul moyen de porter un certain nombre de valeurs et de combats, il me faudra y aller. S'il n'y a pas d'union, je n'ai pas envie que le seul message soit porté par des candidats qui mettent cette question des femmes ainsi que d'autres questions en dernière position. Donc s'il faut y aller, j'irai.

CH : Tu iras en tenant haut le flambeau des femmes ?
M-G B. : Ah oui, oui. Honnêtement, je ne me suis jamais sentie aussi bien communiste que quand j'ai compris que le communisme c'était en fin de compte la convergence de toutes les luttes émancipatrices, que le communisme allait de pair avec l'émancipation humaine. Le communisme n'est pas un projet en soi mais la convergence de tout cela, de toutes ces luttes et parmi ces luttes, parce que les femmes sont la moitié de l'humanité, la lutte émancipatrice par excellence c'est le combat des femmes. Féminisme et communisme, quelque part c'est le même combat.

CH : Tu considères que le féminisme contient des valeurs d'une ampleur qui dépasse le combat des femmes.
M-G B. : Oui, parce que c'est le combat pour l'émancipation de la société. A partir du moment où les femmes obtiennent la reconnaissance de leur être dans son ensemble, leur droits mais aussi la reconnaissance de leur être, d'être tout simplement femmes et de pouvoir tout faire en tant que femmes, c'est un moteur pour le reste de la société. Regardez ce qui se passe en Pologne. C'est terrifiant, ce recul.

CH : Et on est dans l'Europe ! Il y a un risque de contagion par le bas. C'est déjà vrai pour les salariés, il y a une vraie volonté de tirer tout le monde vers le bas.
M-G B. : Et chez les salariés, ça commence toujours par les femmes. On légalise la précarité, on l'a vu avec le CPE et le CNE. Mais on l'a déjà légalisée pour les femmes il y a des années avec le temps partiel imposé.

CH : Là encore on parle toujours de choix. Du choix de travailler à temps partiel. C'est hallucinant, le temps partiel soi-disant choisi par qui ? Choisi par l'employeur. Des horaires éclatés, une précarité totale comme pour les caissières qui font à la fois l'ouverture et la fermeture.
M-G B. : Comme pour les femmes qui font soi-disant du temps partiel dans les ménages. Départ à 5h et retour à 21h.

CH : Voilà, c'est pareil.

Propos recueillis par Catherine Albertini, Gisèle Halimi et Lila Cherchar [Version abrégée de l'interview]
Photo : Lila Cherchar